

"Et ce plan Schuman ?" dans Le Phare Dimanche (19 novembre 1950)

Légende: Le 19 novembre 1950, le périodique bruxellois Le Phare Dimanche fait le point sur les négociations en cours à Paris pour la préparation de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA).

Source: Le Phare Dimanche. Hebdomadaire indépendant de Bruxelles & du monde. 19.11.1950, n° 255; 5e année. Bruxelles: Le Phare.

Copyright: (c) Le Phare Dimanche

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"et_ce_plan_schuman_"_dans_le_phare_dimanche_19_novembre_1950-fr-e6d36877-10b5-4d05-9a0b-8f5e7631dc00.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Et ce plan Schuman ?

Les délégués des six pays qui ont donné leur adhésion de principe au projet « révolutionnaire » de M. Schuman ont repris leurs travaux la semaine dernière à Paris. M. Jean Monnet qui mène les conversations, bien que de nombreux milieux français, industriels et politiques, se soient à maintes reprises élevés assez bruyamment contre lui, a remis aux délégués, qui sans doute n'en demandaient pas tant, un nouveau document qui fait, une fois de plus, le point des négociations et se force à un certain optimisme que de nombreux délégués ne partagent pas. En effet, l'accord est loin d'être unanime sur les principaux points qui restent en litige et il apparaît suffisamment clair que l'engouement du début a fait place à des tendances nettement plus nuancées. Non sans raison d'ailleurs. D'autre part, la position prise par le gouvernement de M. Plevin à l'égard du réarmement allemand n'est pas faite pour simplifier les choses, notamment sur le plan politique où la France se trouve isolée sans profit pour elle, ni pour personne.

Or, de plus en plus, l'idée Schuman — qui avait été fort avantageusement accueillie à Washington par ce qu'elle supposait en faveur d'un raffermissement de la soi-disant unité ouest-européenne — procède surtout, du côté français, de certaines espérances politiques. Sans doute n'a-t-on pas absolument négligé les aspects économiques du problème — il n'aurait vraiment manqué que cela — mais il est non moins évident que ces aspects s'inscrivent davantage en second lieu plus un moyen qu'un but : il n'est dès lors pas étonnant qu'il y ait quelque vive opposition, justement de la part des milieux que l'aspect économique du plan intéresse bien plus que ses aspects politiques. Je veux parler des représentants des organisations professionnelles et particulièrement en ce qui regarde la Belgique, des représentants des organisations charbonnières qui ont eu l'occasion de faire entendre des avis autorisés et dénués de tout artifice.

Pour ceux-ci le problème de la disparité des prix des produits sidérurgiques et du charbon surtout n'est pas résolu. En outre, il semble qu'il y ait peu de chance qu'ils le soient dans un avenir proche et d'une manière qui pourrait être satisfaisante pour chacun des contractants. Les propositions qui ont été faites aux délégués belges, par les Français et les Allemands notamment, et qui allaient jusque et y compris la pression monétaire, (Dévaluez, vous en avez vu bien d'autres - !...), ressemblaient en tous points à une désapprobation à peine voilée de l'effort social consenti par le pays et surtout par ses industriels. C'est à peine, notons-le, si certains bons politiques français volontiers socialisants, ne nous reprochaient pas de posséder une sécurité sociale aussi étendue et si certains autres politiques, allemands ceux-là, ne nous reprochaient pas, à leur tour, d'avoir tant de considérations pour nos ouvriers. Passons...

Il y a plus. Le discours du Dr Lehr, l'une des personnalités les plus importantes de la sidérurgie allemande, vint dès septembre apporter la confirmation de ce que l'on peut considérer comme l'irréductibilité allemande. Rappelant que le plan Schuman implique les mêmes conditions de production dans tous les pays participants, le même accès aux matières premières, le même niveau de vie, le même prix pour les matières dont il est question et la suppression des droits de douanes, le Dr Lehr marquait l'opposition absolue de son pays à l'augmentation des prix du fer allemand afin qu'ils se situent au même niveau que le prix français. Il ajoutait : « Une hausse du prix de l'acier toucherait sensiblement nos exportations. Notre système de salaires et de prix sortirait de ses gonds. Un processus inflationniste serait inévitable. » Le fait que, peu après, le Dr Lehr ait été nommé ministre, renforce encore la portée de ces déclarations, qui s'appliquant aux prix français, intéressaient, à fortiori, les prix belges qui sont encore plus élevés.

Remarquons en passant l'âpreté avec laquelle les Allemands défendent les intérêts de leur industrie lourde renaissante. Or les événements internationaux récents — les projets occidentaux de réarmement surtout — modifient plus profondément encore le problème. Tant et si bien d'ailleurs qu'il est facile de croire que le projet Schuman tel qu'il est n'a pour ainsi dire plus de raison d'être, tout au moins dans la forme prévue. Les déclarations récentes de M. Schuman lui-même — dont on s'excuse de ne pas partager l'optimisme — ne changent rien à la chose. Il est bien évident que, pour être valable, le pool charbon-acier devrait fonctionner suivant un processus fort strict. Le ministre français des Affaires Etrangères parle volontiers de souplesse, ce qui ne veut strictement rien dire. Le terme relève davantage du langage diplomatique et l'on espère bien qu'il n'abuse aucun des délégués qui sont chargés de discuter surtout à partir de chiffres et de faits concrets...

Nous voici donc à un moment où la question des débouchés a moins d'importance que celle des stocks de

matières premières. D'autre part, les projets américains de réarmement bouleversent de leur côté les perspectives économiques européennes en alliant, en quelque sorte, les moyens dont dispose chaque pays intéressé. Le plan Schuman n'existant pas, les Américains ne paraissent plus autrement en tenir compte. Ceci expliquerait d'ailleurs d'une certaine manière l'opposition française au projet Acheson-Marshall. Voilà où l'on en est.

En considération de ce qui précède, il est évident que l'opinion qui prévaut dans les milieux industriels et officiels allemands prend une importance exceptionnelle. En fait, il n'est pas difficile de prévoir que les conversations depuis septembre opposent surtout Allemands et Français, les Belges ne pouvant en quelque sorte intervenir avant que l'on connaisse exactement ce qui sortira de ces discussions sans aménité. Or, si les Allemands sont toujours entièrement partisans d'un resserrement politique des liens qui pourraient les unir à la France, ils restent de plus en plus opposés à la création d'un fonds d'égalisation qui les obligerait, estiment-ils, à déboursier annuellement quelque 600 millions de marks pour le charbon et environ 200 millions pour l'acier. Autrement dit, de pénaliser les avantages naturels de la Ruhr, à une époque où justement la politique commerciale allemande est toute entière basée sur les bas prix des produits manufacturés, concurrence d'autre part, dirigée contre les partenaires de Paris et même, en maintes occasions, contre les Etats-Unis. On l'a bien vu, il n'y a guère, lorsque la fourniture de locomotives à l'Afrique du Sud fut mise en adjudication.

« On espère s'entendre », répond-on à Paris aux journalistes qui soulèvent devant certains officiels la question des péréquations des prix de revient du charbon. Bien sûr ! Mais s'entendre comment, alors que les marchés mondiaux se ressentent d'une pénurie de combustible, si bien qu'il n'est plus question de fermer des mines même déficitaires ? Certains milieux « bien informés » ont fait état, la semaine dernière, de la possibilité de voir le traité définitif rédigé avant la fin de l'année. Il est permis de se demander si ce n'est pas aller fort vite en besogne et, surtout en estimation. Dans l'état actuel des choses, le plan Schuman reste à l'état de point d'interrogation.

Un point d'interrogation qui ne cesse de laisser rêveur...

POLITICUS.